



## CHSCT du Lot du 22 juin 2021 – Déclaration liminaire FSU

Monsieur le Dasein et président du CHSCT-sd 46,

Depuis maintenant près d'un an et demi nos vies ont été modifiées par une crise sanitaire sans précédent. Les premières annonces médiatiques au sujet du SRAS-Cov2 datent de janvier 2020. Cette crise, au lieu d'être anticipée, a d'abord été minimisée avec cet espoir fou que la France et plus largement l'Europe ne seraient pas atteintes par cette pandémie. Le premier confinement est arrivé brutalement. En l'espace d'un mois, la communication étatique est passée d'une "gripette" à un lexique guerrier avec des mots tels que confinement, couvre-feu, état de guerre. Les services ministériels ont montré à ce moment-là qu'aucun plan d'urgence n'était prévu pour pallier ce type de problématique. Nous sommes compréhensifs. Cette pandémie était exceptionnelle, presque inédite.

Le premier confinement a montré de nombreuses difficultés dans l'organisation de l'école à distance avec des problèmes d'infrastructures de réseaux (sous calibrage des serveurs notamment), un manque de matériel pour les équipes pédagogiques et pour les élèves, un manque de formation aux pratiques informatiques et aux classes virtuelles. Mais les enseignants du premier et du second degré ont montré leurs capacités à innover, à s'adapter. Vous l'avez vous même fait remarquer lors des instances de l'année dernière et du début de cette année. Des difficultés sont apparues aussi dans le décrochage des élèves, beaucoup plus important que les années précédentes. Cette dernière donnée a imposé un choix fort, que nous comprenons et dont nous étions aussi les messagers : il était nécessaire de permettre aux élèves d'être accueillis dans les établissements pour garder le lien avec leurs apprentissages.

Par contre, nous nous sommes opposés au sujet des effectifs. La FSU a rapidement demandé que des jauges soient instaurées dans les établissements publics afin de permettre une plus grande distanciation entre les élèves. Nous avons aussi rapidement relevé la problématique des brassages de groupes, notamment quand un enseignant était absent dans le premier degré, avec la répartition des élèves dans les autres classes. Cet état de fait entraînant, de facto, un brassage important d'élèves. Finalement le gouvernement nous a entendus et, en avril, après

un second confinement scolaire, a mis en place ces mesures essentielles. Nous pouvons remarquer l'ironie de cette situation et l'intérêt à écouter les organisations du personnel.

En revanche, nous sommes toujours dubitatifs sur l'impression et le goût amer que nous laisse cette année. Nous nous sommes demandés, plus d'une fois, s'il y avait réellement une personne, ou un groupe de personnes, aux commandes. Alors qu'une seconde et qu'une troisième vague étaient prévisibles dès le mois de juin 2020, les enseignants et les personnels de directions ont eu cette désagréable sensation que les mesures n'étaient pas anticipées, prévues, qu'elles devaient se réaliser dans l'urgence avec des consignes plus ou moins floues. Et que dire des professeurs d'EPS qui ont dû composer avec quatre protocoles différents et la fermeture des gymnases ?

L'Education Nationale a peut-être été le seul service public qui a eu sa réglementation diffusée d'abord par BFM puis par le biais d'une Foire Aux Questions réalisée dans l'urgence pour s'adapter aux problématiques soulevées à un moment T et qui avaient une solution à T+2, voir T+3. Jusqu'à présent, les agents des ministères étaient dirigés par des Instructions Officielles publiées dans le Journal Officiel. (circulaires).

Cette impréparation, si on enlève l'ironie des RETEX qui s'imposent aux équipes pour le risque attentat mais qui semblent ne pas s'imposer à notre administration pour la gestion d'une crise sanitaire, a déstabilisé les équipes, leur a ajouté une charge de travail conséquente. Tout devait se réaliser dans l'urgence avec des consignes données le jeudi ou le vendredi (voire même le dimanche) pour une application dès le lundi.

Aucune société privée n'aurait été capable de réagir aussi vite. Seul le service public et l'abnégation de ses "premiers de corvées" pouvait le faire. Des dysfonctionnements ont émaillé toute cette année avec des masques toxiques ou trop petits, des tests d'abord inutiles puis indispensables, des campagnes de dépistages chronophages pour les collègues et aléatoirement ciblées, une définition parfois subjective des cas contacts dans les établissements, une vaccination prioritaire des enseignants qui devait débuter en janvier, puis en mars et qui finalement a été annoncée une semaine avant le reste de la population de moins de 50 ans.

Cette année a fini de marquer, dans le corps enseignant, la rupture entre notre administration centrale et les agents. La défiance n'a jamais été aussi grande et les répercussions sur leur engagement, sur leur volonté de donner du temps pour leurs missions risquent d'en pâtir pendant des années. Nous allons d'ailleurs en voir un exemple amplifié en lycée dans les résultats de l'enquête que nous avons menée sur la mise en place de la

réforme du lycée qui a achevé de dégrader les conditions de travail des collègues.

De manière plus générale, l'année scolaire 2020/2021 a été une année de fonctionnement "normale" à laquelle la gestion de la crise s'est additionnée aux multiples tâches déjà trop conséquentes et chronophages. La charge mentale pour les équipes, entre les vérifications de masques, de respect du protocole et la gestion quotidienne de la classe et des aspects administratifs a poussé de nombreux collègues au-delà de leurs limites.

Le nombre de démission des personnels nous semble en forte augmentation au niveau national en tous cas. Avons nous des données locales (titulaires, vacataire, et aesh) ?

Cette fracture avec le ministère est terrible en terme de RPS comme du point de vue de l'engagement des agents auprès de leurs élèves.

Les enseignants, dans leur grande majorité, ne comprennent plus pourquoi leur investissement doit être tel alors que l'administration leur renvoie un tel manque de reconnaissance, un tel traitement déshumanisé de leurs demandes.

Autre exemple, la gestion difficile au quotidien des EBEP à mettre en regard avec la pauvreté de l'aide apportée aux collègues concernés. Nous en ferons certainement un chantier du CHS pour l'année à venir.

Le New-Management public qui va s'imposer à nous à la rentrée 2021 va renforcer cette déshumanisation. Le plan de communication est bien ficelé, joli sur le papier mais nous savons bien quelles en seront les conséquences sur le terrain : toujours plus de docilité des agents et toujours plus de pressions venant des "chefs". La suppression des CAP va le permettre et certains RSST comme ceux du collège de Gourdon laissent envisager cet avenir.

Nous resterons vigilants sur l'avenir de notre métier. Nous sommes attachés au service public laïc et gratuit de l'Éducation Nationale. L'avenir que nous pensons entrevoir et la volonté présidentielle et ministérielle de limiter les prérogatives des corps intermédiaires, nous laissent envisager une réelle augmentation des luttes. Nous serons prêts, tels des vigies pour alerter, informer et tout mettre en œuvre pour faire avancer notre projet d'une école émancipatrice, à la hauteur des enjeux de demain et pour contrer la volonté d'une caste qui souhaite maintenir les structures sociales en place afin de préserver ses avantages et ses acquis.

Merci de votre écoute.

FSU du Lot, le 22 juin 2021